

au sommaire

- Le PIB : un indicateur controversé
- L'émergence de nouveaux indicateurs
- Le lien vers l'environnement

ce qu'il faut

RETENIR

La mesure de la croissance économique se réalise principalement au travers d'indicateurs purement économiques comme le produit intérieur brut (PIB). Cependant le mode de calcul de ces indicateurs sont remis en cause depuis quelques années car ils n'intègrent que des données monétaires sans tenir compte du bien-être des habitants. Pour pallier ces lacunes, de nouveaux indicateurs apparaissent permettant ainsi d'associer aux dimensions économiques des dimensions sociales et environnementales comme par exemple l'indice de progrès véritable (IPV) ou l'empreinte écologique qui identifie l'impact des activités humaines sur l'utilisation des ressources renouvelables.



LE PIB : un indicateur controversé

La croissance économique correspond à l'accroissement durable de la production globale d'une économie. Il s'agit d'un phénomène de longue période qu'il ne faut pas confondre avec l'expansion qui est de courte durée.

La croissance économique se mesure essentiellement au travers du PIB (produit intérieur brut). Le PIB correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par les unités économiques résidentes sur un territoire donné.

Afin de ne pas comptabiliser une croissance qui serait le résultat de l'augmentation des prix et non des quantités, il convient de mesurer l'évolution du PIB à prix constants.

Le PIB peut se calculer selon 3 approches :

- Approche production
- Approche demande
- Approche revenus

Le PIB est un indicateur controversé car bien qu'utile d'un point de vue statistique pour déterminer la croissance d'un pays ou d'une région, il n'intègre pas toutes les composantes qui contribuent à la qualité de vie des habitants.

Du fait de cette incomplétude, un taux de croissance économique élevé n'est pas forcément révélateur d'une augmentation du niveau de vie.

Par exemple, le PIB enregistre des hausses quantitatives qui peuvent ne pas être en faveur du progrès social comme la production d'alcool et de tabac. De même, une augmentation des frais médicaux relevant de l'accroissement des maladies professionnelles engendre une variation positive de la croissance économique.

Autre source de critique, le PIB ne mesure qu'une partie de l'activité économique, celle du travail monétarisé. Ainsi, le travail domestique non rémunéré n'est pas intégré dans ses composantes.

Les impacts écologiques négatifs engendrés par les activités de production ne sont pas déduits des productions comptabilisées dans le PIB.

Le PIB est également discrédité au regard de la complexité de ses calculs qui peuvent parfois engendrer des doutes sur les résultats produits.

Le tableau ci-dessous met en évidence l'évolution du PIB français sur la période 2005-2006 au travers des 3 approches. L'évolution du PIB est de 4,2%. Cependant si on supprime l'effet prix, on obtient une croissance de 2%. Cette dernière a été freinée par les importations qui depuis 2005 sont supérieures aux exportations.

Produit intérieur brut, en milliards d'euros

Intitulés	2005	2006
Produit intérieur brut (approche production)	1 717,9	1 792,0
Valeur ajoutée au prix de base	1 539,6	1 600,0
+ Impôts sur les produits	196,5	204,1
- Subventions sur les produits	-18,2	-12,2
Produit intérieur brut (approche demande)	1 717,9	1 792,0
Dépense de consommation finale	1 386,0	1 440,2
+ Formation brute de capital	347,6	377,5
+ Exportations de biens et services	447,3	481,2
- Importations de biens et services	462,9	507,0
Produit intérieur brut (approche revenus)	1 717,9	1 792,0
Rémunérations des salariés	896,3	930,7
+ Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	585,5	616,8
+ Impôts sur la production et les importations	270,0	280,5
- Subventions	-33,8	-36,1

Source : Insee

L'émergence de nouveaux indicateurs

De nouveaux indicateurs sont apparus ces trente dernières années afin de palier les lacunes du PIB. Le plus célèbre, paru en 1990 est l'IDH (indice de développement humain) qui est calculé à partir de la moyenne du PIB par habitant, de l'espérance de vie à la naissance et du niveau d'instruction. En 1995, création de l'ISDH (indicateur « sexospécifique » de développement humain) qui permet d'identifier les différences de situation entre les hommes et les femmes. Ce dernier est complété par l'IPF qui situe la participation des femmes à la vie économique et politique. En 1997, parution de l'IPH (indice de pauvreté humaine) permettant de signaler des manques des privations ou exclusions fondamentaux d'une partie de la population. En 2001, l'IDT (indicateur de développement technique) est mis en place. Le tableau suivant met en évidence la différence de classement entre l'indicateur « classique » de la croissance et ces nouveaux indicateurs. (le pays classé en tête est celui qui est considéré comme étant le meilleur). Ainsi, par exemple la Suède qui arrive seulement 20^{ème} au regard de son PIB/hab est classée 2^{ème} pour l'IDH et l'IPF, et 1^{ère} pour l'indice de pauvreté. Faute de données, la France n'est pas classée pour l'IPF.

Classement IDH 2002	Classement selon le PIB/hab (PPA) 2002	Pauvreté IPH-2 2002	Indicateur de participation des femmes/hommes IPF 2002
1.Norvège	2	1.Suède	1.Norvège
2.Suède	20	2.Norvège	2.Suède
3.Australie	11	3.Pays-Bas	3.Danemark
4.Canada	8	4.Finlande	4.Finlande
5.Pays-Bas	10	5.Danemark	5.Pays-Bas
6.Belgique	12	6.Allemagne	6.Islande
7.Islande	7	7.Luxembourg	7.Belgique
8.Etats-Unis	4	8.France	8.Australie
9.Japon	14	9.Espagne	9.Allemagne
10.Irlande	3	10.Japon	10.Canada
11.Suisse	6	11.Italie	11.Nouvelle-Zélande
12.Royaume-Uni	19	12.Canada	12.Suisse
13.Finlande	18	13.Belgique	13.Autriche
14.Autriche	9	14.Australie	14.Etats-Unis
15.Luxembourg	1	15.Royaume-Uni	15.Espagne
16.France	15	16.Irlande	16.Irlande
17.Danemark	5	17.Etats-Unis	17.Bahamas
18.Nouvelle-Zélande	22		18.Royaume-Uni
19.Allemagne	13		19.Costa Rica
20.Espagne	23		20.Singapour
21.Italie	17		21.Argentine

Source : Les nouveaux indicateurs de richesse, J.Gadrey et F.Jany-Catrice

Sources

Les nouveaux indicateurs de richesse, J.Gadrey et F.Jany-Catrice, La découverte, 2005.
Insee, site internet : www.insee.fr

Contact

Sophie Nicolai
Economiste / SEPA / AERM
nicolai@eau-rhin-meuse.fr



Le Lien vers L'ENVIRONNEMENT

Depuis quelques années, des indicateurs tentent d'associer les dimensions environnementales aux dimensions économiques et sociales. Il s'agit par exemple de l'Indice de progrès véritable (IPV) et l'indicateur de bien-être durable (IBED). Ce dernier introduit dans son calcul le coût des dégradations de l'environnement et les services domestiques.

Très novateur, l'indice de l'empreinte écologique, un des seuls indicateurs actuels à être purement environnemental, est apparu dans les années 90. Il reflète le degré d'utilisation de la nature par l'homme à des fins de production et de consommation. Selon les rapports du World Wide Fund for Nature (WWF), l'humanité emprunte chaque année à la nature 20% de ressources renouvelables supplémentaires que la nature n'est pas en mesure de régénérer. Il existe des disparités importantes au niveau mondial puisque un habitant d'Amérique du Nord consomme en moyenne 5 planètes contre 3 pour un français.

Le tableau ci-dessous met en évidence l'augmentation de l'empreinte écologique des activités économiques françaises (+48%). Ces données sont à relativiser au regard de l'évolution de la population qui a augmenté de 33% depuis 1960.

L'empreinte écologique de la France (en millions d'hectares globaux)

	1961	1999
Terres cultivées	80,4	57,7
Pâturages	8,8	11,3
Surface de forêt exploitées	19,6	26,2
Zones de pêche	12,3	22,0
Terrains construits	8,5	13,7
Energie	79,2	178,8
Dont nucléaire	0	54,8
Total	208,8	309,8

Source : WWF-France et Redefining Progress [2002]